

Introduction

LE TOURNANT du nouveau siècle a vu dans les pays occidentaux comme un renouveau de la gauche anti-étatique dans les pays occidentaux et au-delà, en tant qu'élément d'un plus large mouvement contre le capital global. Si, pour une bonne part, cette réapparition peut légitimement être revendiquée par diverses tendances anarchistes, le marxisme autonome a lui aussi rencontré dernièrement un intérêt renouvelé (Dyer-Witheford 1999). Étant donné que le noyau du marxisme autonome s'est développé à l'origine en Italie durant les années 1960 et les années 1970, le moment opportun est venu d'examiner son origine et son développement dans la lignée du marxisme italien connu populairement sous le nom d'*operaismo* (littéralement « ouvriérisme »*).

Vers la fin des années 1970, l'opéraïsme était devenu incontournable dans la vie intellectuelle et politique de la gauche italienne. Tandis que son impact était plus évident dans le domaine de l'historiographie du travail, les discussions au sujet du changement de nature de l'État et de la structure de classe, de la restructuration économique et des réponses appropriées à lui apporter – jusqu'aux discussions philosophiques sur le problème des besoins – étaient toutes marquées de l'empreinte caractéristique de l'opéraïsme (Pescarolo 1979). Son influence n'était pas non plus simplement confinée aux cercles en dehors du Parti communiste italien (PCI), comme l'atteste l'attention alors prêtée à son développement par des figures intellectuelles éminentes du parti – certains d'entre eux étant d'anciens adhérents – (D'Agostini 1978).

* NdT : Pour désigner ce courant marxiste italien, l'auteur emploie deux mots, l'un anglais, « workerism », l'autre italien, « operaismo ». Comme la différence des mots ne correspond dans tout le texte à aucune différence de sens, ils sont dans notre traduction rendus par un seul, « opéraïsme », qui est utilisé dans toutes les analyses du courant parues en français et n'a pas les connotations syndicaliste et usiniste de l'équivalent littéral de « workerism », c'est-à-dire « ouvriérisme ».

Néanmoins, le poids de l'opéraïsme demeura très important dans le monde tumultueux de la politique révolutionnaire italienne, surtout parmi les groupes de l'Autonomia Operaia (Autonomie Ouvrière). Alors que les trois principales formations politiques à gauche du PCI entraient en crise après leur décevante prestation aux élections nationales de 1976, l'Autonomie se mit à gagner une audience grandissante dans ce qui était à ce moment-là l'extrême gauche la plus importante à l'Ouest. Quand un nouveau mouvement émergea dans et autour des universités italiennes l'année suivante, les autonomes devaient être la seule force organisée acceptée en son sein. Avec leur ascension, la politique opéraïste, marginalisée au niveau national durant la moitié d'une décennie, revenait en force.

Curieusement, ces développements éveillèrent alors peu d'intérêt dans la gauche d'expression anglaise. Tandis que la montée de l'eurocommunisme dans les années 1970 plaçait la politique italienne sur le devant de la scène, encourageant la traduction de textes communistes et de certaines de leurs critiques marxistes locales, les efforts de la gauche opéraïste furent passés sous silence. À ce stade, peu de textes opéraïstes avaient été traduits, et ce qui était disponible – concernant pour la plus grande part la phase « classique » de l'opéraïsme dans les années 1960 – donnait un point de vue légèrement dépassé sur son développement. On ne peut donc s'étonner, lorsqu'on faisait parfois référence en anglais à l'opéraïsme, qu'il se soit agi le plus souvent d'une caricature de la tendance italienne.

Malgré cela, les perspectives de l'opéraïsme parvinrent à toucher quelques fractions de la gauche britannique et nord-américaine. Les partisans des « salaires pour les travaux domestiques », dont les idées controversées lancèrent un débat animé parmi les féministes (Malos 1980), tirèrent beaucoup de leurs arguments des écrits de l'opéraïste-féministe Maria Rosa Dalla Costa. Dans une veine pareillement iconoclaste, les rédacteurs masculins de *Zerowork* entreprirent une réinterprétation des luttes que menait alors la classe ouvrière aux USA et à l'étranger d'un point de vue radicalement différent de celui des autres marxistes d'expression anglaise (*Midnight Notes* 1990). Pourtant même ces tentatives, bien que valables en soi, devaient différer notablement par certaines nuances de celles des analyses italiennes et ne pouvaient jeter qu'un éclairage limité sur l'opéraïsme tel qu'il s'était développé en son lieu d'origine.

Ironiquement, il faudra l'incarcération dramatique en 1979 de la plupart des principaux intellectuels de l'Autonomie pour que l'opéraïsme attire finalement quelque attention de la gauche d'expression anglaise. De nouveau, hélas, l'image du mouvement était déformée, car elle était centrée presque exclusivement sur les idées d'un seul individu. Certes, comme Antonio Negri était le plus intellectuellement distingué des gens arrêtés et l'idéologue principal d'une aile importante de l'Autonomie, ses idées étaient d'importance considérable. Lorsque l'opéraïsme fut filtré par des théoriciens français tels que Deleuze et Guattari, comme c'est

devenu à la mode en certains cercles, le *mélange* résultant [en français dans le texte – NdT] – s’il ne trahit pas le développement de la pensée de Negri lui-même – ne sert cependant qu’à obscurcir les désaccords souvent fondamentaux qui existaient entre différentes tendances à l’intérieur de l’opéraïsme et de l’Autonomie. Avec la parution d’anthologies telles que *Radical Thought in Italy* [« La Pensée radicale en Italie » – NdT] (Virno et Hardt 1996), à côté d’utiles mais brefs textes d’introduction (Moulier 1989 ; Cleaver 2000), on a un peu remédié au manque de traductions durant les deux dernières décennies. Pourtant, pour les lecteurs de langue anglaise, l’identification de la théorie opéraïste et autonome avec Negri et ses plus proches associés demeure courante.

Qu’est-ce donc que l’ouvriérisme (en italien *operaismo*) ? Dans le lexique marxiste, c’est une étiquette qui a toujours eu des connotations péjoratives, évoquant les gens obsédés par les ouvriers industriels à l’exclusion de toutes les autres forces sociales. Une si large définition aurait pu cependant être appliquée de façon tout aussi justifiée à beaucoup d’autres courants de la génération politique de 1968, et ne permet en rien d’indiquer les propriétés spécifiques de l’opéraïsme. Ses origines se situent plutôt au début des années 1960, quand des jeunes dissidents du PCI et du Parti socialiste essayèrent pour la première fois d’appliquer la critique de l’économie politique de Marx à l’Italie en train d’accéder rapidement à la maturité industrielle. Ils y étaient poussés non par un souci philologique de faire une lecture plus correcte de Marx, mais par le désir politique de dégager les rapports de pouvoir fondamentaux de la société de classes moderne. Ce faisant, ils cherchèrent à confronter le *Capital* avec « l’étude *réelle* de l’usine *réelle* », afin de comprendre plus clairement les nouveaux cas d’action ouvrière indépendante que la « Question du Nord » posée dans le développement économique d’après-guerre avait produits (De Martinis et Piazzini 1980 : v). Dans les termes de Harry Cleaver, une telle lecture politique « structure consciemment et unilatéralement son approche pour déterminer la signification et la pertinence de chaque concept par rapport au développement immédiat de la lutte ouvrière (...) écartant toute interprétation détachée et théorisation abstraite afin de saisir les concepts seulement dans cette totalité concrète de lutte dont ils indiquent les déterminations. (Cleaver 2000 : 30) » L’aspect le plus particulier de l’opéraïsme italien dans son évolution durant les deux décennies suivantes devait être l’importance accordée au rapport entre la structure matérielle de la classe ouvrière et son comportement comme sujet autonome face aux dictats tant du mouvement ouvrier organisé que du capital. Ce rapport, l’opéraïsme devait le désigner comme la connexion entre la composition technique et la composition politique de la classe. « Lentement, avec difficulté », avait proclamé Mario Tronti en 1966, « et en vérité sans beaucoup de succès, le camp marxiste a acquis l’idée d’une histoire interne du capital, nécessitant l’analyse spécifique des diverses déterminations du capital au cours de son développement. Cela a conduit logiquement à la fin du matérialisme historique et de sa vieille

Weltgeschichte [philosophie de l'histoire – NdT], mais est toujours loin de supposer, comme programme de travail et principe méthodologique dans la recherche, l'idée d'une histoire interne de la classe ouvrière. » (Tronti 1971 :149)

Ce livre retrace le développement du courant central de l'opéraïsme, qui est passé par l'expérience du groupe révolutionnaire Potere Operaio (Pouvoir Ouvrier). Il s'agit ainsi d'évaluer l'efficacité de la catégorie la plus distinctive de cette tendance – la composition de classe – dans l'analyse des nouvelles formes de mobilisation politique apparues pendant et après le « miracle » économique italien d'après-guerre. Qu'il ait eu raison ou tort, l'opéraïsme s'est cru engagé dans un assaut du ciel de la domination de classe. Dans sa perspective, le seul point de départ valide pour toute théorie se voulant révolutionnaire était l'analyse du comportement de la classe ouvrière dans les secteurs les plus avancés de l'économie. Plus que toute autre chose, c'est cette recherche des « lois politiques du mouvement » de la marchandise force de travail qui devait distinguer l'opéraïsme du reste de la gauche italienne des années 1960 et 1970.

Au mieux, le discours sur la composition de classe essaierait d'expliquer le comportement de classe en termes longtemps submergés dans le marxisme, à commencer par cette lutte contre la double tyrannie de la rationalité économique et de la division du travail. Au pire, l'opéraïsme substituerait sa propre philosophie de l'histoire à celle des épigones de Marx, abandonnant ainsi la confrontation avec l'expérience ouvrière dans toute sa réalité contradictoire pour dégager une classe mythique dans son autonomie. D'abord inextricablement liés, ces moments rationnel et irrationnel de son discours s'étaient dans les années 1970 scindés en des tendances tout à fait distinctes, sous la pression des nécessités pratiques. À la fin de cette décennie, l'opéraïsme s'était effondré dans la confusion, à la façon de l'audacieux projet des constructeurs de la tour de Babel. Et bien que l'entreprise se soit mal terminée, son grandiose et misérable effondrement fournit des enseignements importants aux gens qui cherchent toujours un monde sans patrons.

Une vingtaine d'années après 1968, Paul Ginsborg (1990), Robert Lumley (1990) et d'autres devaient fournir de fines analyses du conflit social italien des années 1960 et 1970, tout autant que des mouvements et perspectives qui lui sont liés. Mais jusqu'à maintenant, seul un livre a traité de l'opéraïsme comme un courant distinct dans la culture radicale italienne d'après-guerre (Berardi 1998). Comme son auteur, je crois que, de tous les éléments spécifiques à l'opéraïsme, ceux concernant sa thématique de la composition de classe restent les plus novateurs et importants. Notant que pour l'opéraïsme ce concept de composition de classe avait fini par jouer le rôle que joue dans la pensée communiste italienne celui d'*hégémonie*, Sergio Bologna (1977d : 61) devait néanmoins avertir qu'il est « ambigu. C'est un passe qui ouvre toutes les portes. » Découvrir comment cet outil a été forgé et évaluer jusqu'à quel point il pourrait encore être utile est le but de ce livre.

1.

Dépasser les années 1950

« **C**’EST QU’ON A APPELÉ l’opéraïsme », notait Antonio Negri un an environ avant son arrestation en avril 1979, est apparu avant tout « comme une tentative de répondre politiquement à la crise du mouvement ouvrier au cours des années 1950 » (Negri 1979a : 31). Phénomène mondial, cette crise s’avéra particulièrement sérieuse en Italie, où l’écrasement de la Hongrie révolutionnaire et l’effondrement du mythe de Staline étaient associés à un malaise d’origine locale qui touchait déjà la plus grande partie de la gauche. Considérés dans leur ensemble, ces bouleversements devaient devenir les principaux centres d’intérêt d’une nouvelle approche du marxisme qui devait à la fois préfigurer la nouvelle gauche italienne des années 1960 et préparer le terrain d’où surgirait directement l’opéraïsme lui-même.

Le prix de la reconstruction d’après-guerre

Les années 1950 furent une période de transformation profonde pour la société italienne. La seconde guerre mondiale laissa une grande partie de l’économie, particulièrement dans le Nord, dans un état de chaos. La production industrielle représentait seulement un quart de son volume de 1938, le secteur des transports était en ruines et l’agriculture dépérissait. Une combinaison de pénurie alimentaire et de bas revenus (les salaires réels étaient tombés à un cinquième du niveau de 1913) signifiait que pour de vastes secteurs de la population la survie physique l’emportait sur toute autre considération. Pourtant, à la fin de la décennie suivante, la situation économique du pays était étonnamment différente, avec des augmentations specta-

culaires de la production, de la productivité et de la consommation : le « miracle » italien s'était produit dans toute sa force (Clough 1964 : 315 ; Gobbi 1973 : 3).

Malgré la diminution du nombre des travailleurs de la terre, le taux de croissance du secteur agricole s'accrut en fait lentement entre 1950 et 1960. À partir du milieu de la décennie, alors que le secteur secondaire commençait à se développer extensivement, la force de travail en excédent était poussée à s'embarquer dans une migration interne de la campagne vers la ville et surtout du Sud vers le Nord. Tandis que d'importants investissements nouveaux sous forme d'usines avaient lieu dans le nord-est de l'Italie (pétrochimie) et dans le Sud (métaux ferreux), la tendance restait à la concentration de la grande industrie dans le traditionnel triangle du Nord formé par Gênes, Turin et Milan. Les secteurs les plus dynamiques de cette zone étaient ceux liés à la production d'une nouvelle infrastructure : logement, électricité, pétrochimie, métaux ferreux, automobile. Dès la fin des années 1940, la production industrielle avait égalé les niveaux d'avant-guerre ; en 1953, elle avait encore bondi de 64 %, et à nouveau presque doublé en 1961 (Lieberman 1977 : 95-119). Toutes choses qui amenèrent le rédacteur de la revue trimestrielle de la Banco Nazionale del Lavoro à noter dans son numéro de mars 1966 « le progrès fabuleux accompli par le système économique italien au cours des années récentes, progrès dont on a jamais vu d'exemple dans l'histoire économique de l'Italie ou de n'importe quel autre pays. » (De Meo 1966 : 70) Cela ne signifie pas qu'une telle croissance ait surgi du néant ou que sa progression ait été linéaire, sans à-coups. Au contraire, les prémisses fondamentales du « miracle » ne furent posées à la fin des années 1940 qu'après un glissement massif dans les rapports de forces entre les principales classes. La base industrielle de l'Italie fut sans doute profondément désorganisée en 1945, mais, comme De Cecco (1972 : 158) l'a montré, « la situation n'était nullement désespérée, en particulier en comparaison avec les autres pays [européens] ». Alors que ni la dislocation sociale causée par la guerre ni le maintien de la dépendance de l'Italie par rapport à l'importation de matières premières ne pouvaient être mises de côté à la légère, il est vrai aussi que le capital fixe du pays d'avant-guerre restait en grand partie intact ou même avait été élargi du fait des commandes du temps de guerre. S'il existait un obstacle majeur à l'accumulation, c'était donc la classe ouvrière elle-même. Pour beaucoup d'ouvriers, et surtout pour ceux du Nord qui s'étaient emparés de leurs lieux de travail pendant la lutte contre Mussolini et la Wehrmacht, l'avenir promettait, sinon l'avènement imminent du socialisme – bien que cela aussi fût proclamé dans de nombreuses usines – du moins certainement des améliorations majeures dans les conditions de travail et le salaire ; en même temps, ils auraient davantage leur mot à dire sur la production en général. S'il ne s'agissait guère d'un retour aux jours enivrants de 1920, ce pouvoir tout nouveau à l'intérieur du procès de production permettait aussi aux travailleurs de faire jouer leurs muscles au-delà des murs de l'usine, conduisant à des blocages aussi

bien des licenciements que du prix du pain. Mais quelles qu'aient été les limites de ce pouvoir, une telle assurance allait encore au-delà de ce que les fonctionnaires du capital italien étaient prêts à concéder ; pour eux, le chemin de la reconstruction de l'après-guerre ne pouvait passer que par la restauration de la docilité des travailleurs (Salvati 1972 ; Foa 1980 : 137-62).

Après leur rôle prééminent dans la Résistance, la défaite militaire du fascisme et du nazisme en Italie centrale et du Sud marqua le début d'une période de croissance impressionnante pour les partis de gauche, dont les communistes – le courant le plus solidement enraciné dans les usines – devaient retirer plus de bénéfices que tous les autres. Mais la ligne que proclama le chef du parti, Palmiro Togliatti, à son retour d'exil en 1944, devait surprendre et décevoir de nombreux membres qui, naïvement il est vrai, associaient le PCI avec l'objectif de la révolution socialiste. Togliatti était un politicien trop perspicace pour ne pas tirer les leçons que l'expérience grecque proposait à quiconque envisageait une insurrection dans l'Europe occidentale de l'après-Yalta, mais il serait erroné de penser que des considérations internationales retenaient une poussée par ailleurs agressive vers des solutions révolutionnaires. Consolidant la tradition de la politique du parti mise en place avec la défaite de la gauche communiste dans les années 1920, la direction du PCI devait mettre en avant une ligne qui cherchait à unifier la grande masse des italiens contre le « petit groupe de capitalistes » considérés comme objectivement liés au fascisme. Dans une telle stratégie, la promotion ouverte de l'antagonisme de classe ne pouvait être qu'un obstacle. Le but était au contraire de construire un « nouveau parti », capable d'étendre son influence à la fois dans les « larges masses » et dans le nouveau gouvernement, immunisé contre le « sectarisme » de ces militants qui parlaient carrément d'instaurer le pouvoir ouvrier (Montaldi 1976 : 87-8). La ligne ne changea pas non plus avec la chute de la « république sociale » fantoche de Mussolini au Nord. Pour Togliatti, le terrain décisif pour des avancées dans l'Italie post-fasciste devait être non pas le monde de l'atelier ou des champs, mais celui de la politique formelle, où les accords avec les autres groupes sociaux sont une condition de la participation. Les conditions dans lesquelles le PCI était entré au gouvernement à la fin de la guerre n'étaient pas entièrement à son goût, mais il n'y a pas de raison de douter de la sincérité de l'affirmation de Togliatti que la direction avait quand même donné le feu vert « parce que nous sommes Italiens, et par-dessus tout, nous posons le bien de notre pays, le bien de l'Italie, la liberté et l'indépendance de l'Italie, que nous voulons voir sauvés et reconquis... » (cité *in* Montaldi 1976 : 99). Et le parti allait tenir ses promesses. Comme l'a montré Franco Botta (1975 : 51-2), dans l'immédiat après-guerre, le PCI évolua « sur le terrain économique avec une extrême prudence, subordonnant la lutte pour des changements économiques à la réalisation d'objectifs politiques très généraux, tels que l'Assemblée Constituante et la Constitution ». Togliatti (1979 : 40) exprima la chose ainsi à son retour d'Union

Soviétique : « aujourd'hui, le problème qui se pose aux ouvriers italiens n'est pas de faire ce qui a été fait en Russie ». Ce qui était nécessaire, c'était au contraire une reprise de la croissance économique dans le cadre de la propriété privée pour assurer la construction d'une « démocratie forte ». Togliatti poussa la classe ouvrière à participer à un tel projet de reconstruction, prévoyant un redressement « sur la base de bas coûts de production, d'une forte productivité du travail et de salaires élevés », avec la conviction que la demande solvable des « masses populaires », plutôt que l'expansion sans freins des forces du marché libre, serait le principal aiguillon de l'expansion économique (cité *in* Botta 1975 : 57).

Un tel modèle de croissance alternatif aurait-il été réalisable dans les années 1940 ? Il n'y a pas de réponse simple à une telle question, même si des notions similaires continuaient d'informer la pensée des syndicats de gauche jusqu'à bien plus tard dans la décennie suivante (Lange *et al.* 1982 : 112 ; Ginsborg 1990 : 188-90). Ce qui reste intéressant, c'est que, quel que soit le ton polémique de l'attaque de Togliatti contre des libéraux comme Luigi Einaudi, ses propres idées sur le développement avaient bien plus de présupposés en commun avec de tels opposants qu'il n'en avait conscience. La plus importante de ces affinités était l'insistance sur un accroissement substantiel de la productivité en tant que voie du salut pour l'Italie. Mais concrètement, toute augmentation des performances dans ce domaine – qui à ce moment ne laissait aux travailleurs pas d'autre alternative que travailler plus dur ou être licenciés – ne pouvait être obtenue qu'aux dépens de ce niveau d'organisation ouvrière dans les ateliers atteint pendant la Résistance. En vrais fils du Komintern, pour qui l'organisation et la forme de la production étaient essentiellement neutres en termes de classe, les dirigeants du PCI ne voyaient guère de problèmes à concéder – au nom de la reconstruction économique “unitaire” – la restauration des prérogatives patronales dans les usines. Après tout, la productivité n'était-elle pas en dernier ressort un problème de technique ? Les usines doivent être “normalisées”, affirmait le bulletin de la fédération de Milan du parti en juillet 1945. Le fait que des nouveaux organes avaient été créés, offrant “une participation et un contrôle ouvriers sur la production plus étendus que jamais”, ne pouvait signifier que le “travail” et la “discipline” perdaient la première place au rang des priorités immédiates. Un autre document du parti, daté de septembre de la même année, disait les choses encore plus carrément : “le contrôle démocratique de l'industrie par les travailleurs signifie seulement le contrôle contre la spéculation, il ne doit pas entraver la liberté d'initiative des dirigeants techniques” (cité *in* Montaldi 1976 : 259, 267). Comme un ouvrier de la FIAT l'exprima plus tard : “Je me souviens que juste après la guerre Togliatti est venu parler à la Piazza Crispi – et ensuite De Gasperi est venu – et tous les deux ont affirmé exactement la même chose : la nécessité de sauver l'économie... Il faut travailler dur parce que l'Italie est à genoux, nous avons été bombardés par les Américains... mais ne vous inquiétez pas, parce que si nous produisons,

si nous travaillons dur, dans un an ou deux tout ira bien pour nous tous... Ainsi les militants du PCI dans l'usine se donnaient comme tâche politique de produire pour sauver l'économie nationale, et les ouvriers étaient laissés sans parti." (cité in Partridge 1980 : 419)

En 1947, après avoir investi tant d'énergie à modérer la résistance de la classe ouvrière à la « reconstruction », les partis de la gauche historique se trouvèrent expulsés sans cérémonie du gouvernement De Gasperi. L'hégémonie politique démocrate-chrétienne apportait une aide américaine massive et le triomphe d'un modèle de développement industriel qui combinait les efforts pour imposer la domination effrénée de la loi de la valeur dans certains secteurs avec l'incitation sélective de l'État dans d'autres. En pratique, cela impliquait une production pour le marché international soutenue par des bas salaires, des coûts réduits et une haute productivité, une politique déflationniste rigoureuse pour contrôler le crédit et les salaires, l'élimination des entreprises économiquement « non viables », et le maintien d'un chômage élevé. Et pour rendre les choses encore plus difficiles pour le camp du travail, le mouvement syndical se trouva divisé – avec la complicité des Américains et du Vatican – selon les lignes de démarcation politiques, permettant aux employeurs de lancer une offensive sur les lieux de travail contre les militants des partis de gauche et de leur confédération syndicale, la CGIL (*Confederazione Generale Italiana del Lavoro* – Confédération Générale du Travail Italienne) (Ginsborg 1990 : 141-93).

Repliée sur elle-même idéologiquement, son noyau dur d'ouvriers qualifiés désorienté par les attaques dont il était victime, la CGIL était coupée de la réalité quotidienne des ateliers. En 1955, la perte de la majorité parmi les représentants syndicaux élus à la « Commission Interne » de la FIAT devait être le symbole de cette situation. (Contini 1978) Et les efforts que fit par la suite le syndicat pour surmonter son malaise ne trouvèrent pas non plus de soutien dans les changements significatifs intervenus tant dans les procès de production que dans la force de travail employée dans l'industrie. Stimulés en partie par la perspective de nouveaux marchés offerte par l'entrée de l'Italie dans le Marché Commun, les investissements dans de nouvelles usines des employeurs les plus importants du Nord augmentèrent de façon significative dans la seconde moitié de la décennie (Lichtner 1975 : 175-82 ; King 1985 : 69-77). En même temps, les plus grosses entreprises se mirent à recruter dans une nouvelle génération d'ouvriers, des hommes et des femmes ayant aussi peu d'expérience du travail en usine que du syndicalisme. Dans l'ensemble, la force de travail industrielle devait croître d'un million d'individus dans les années du « miracle » économique. Ces nouveaux travailleurs étaient tout d'abord majoritairement originaires du Nord ; mais vers la fin des années 1950, les chefs d'entreprise se tournèrent de plus en plus vers les milliers d'Italiens du Sud attirés vers le Nord

par le manque d'emplois dans leur région et la promesse d'un gros salaire (Alasia et Montaldi 1960 ; Fofi 1962 ; Partridge 1996). Non seulement cette industrialisation ne fit qu'exacerber les différences entre ce qui était longtemps apparu comme deux nations distinctes au sein de l'Italie – le Nord avancé et le *Mezzogiorno* semi-féodal –, mais ses bénéfices ne s'étendirent pas uniformément à toutes les classes de la société. Aussi la population laborieuse italienne à l'approche des années 1960 apparaissait-elle notablement plus faible et plus divisée que celle de la décennie précédente, image déprimante dont témoignait silencieusement le retard des augmentations de salaire, loin derrière celles de la productivité (King 1985 : 87).

L'héritage ambigu de la gauche historique

« L'inoubliable » année 1956, selon les termes de Pietro Ingrao, marqua une véritable tournant dans l'histoire du PCI. Alors que les premières fissures apparaissaient dans la façade du parti soviétique, Togliatti parla sur un ton inquiétant de certains « dangers de dégénérescence bureaucratique » en URSS, tout en dénonçant vigoureusement les ouvriers révoltés de Poznan et de Budapest comme agents de la réaction (Bocca 1973 : 618 ; Ajello 1979 : 389-90 ; Togliatti 1979 : 141). Tout en maintenant formellement le parti dans la « voie italienne vers le socialisme » qu'il avait suivie pendant des années, Togliatti profita aussi de l'occasion pour écraser ce qui restait de tendances insurrectionnalistes dans le PCI (Montaldi 1971 : 369). Fermement incrustés dans leur moule stalinien, de tels éléments représentaient à leur manière déformée le peu qui restait de la politique de classe originelle du PCI. Toute une couche de cadres moyens, qui voyaient Khrouchtchev avec méfiance – non pour sa complicité avec la tyrannie de Staline, mais pour avoir simplement osé le critiquer –, se trouva lentement délogée de ses positions de responsabilité. Le 8^{ème} congrès du Parti fut marqué par l'entrée d'un nouveau contingent de futurs dirigeants au Comité Central, tandis qu'une « rénovation » encore plus large avait lieu dans les importants comités fédéraux du PCI, la majorité écrasante des comitards étant désormais membres du parti depuis moins d'une décennie (Ajello 1979 : 427). Tandis que les anciens « durs » les plus en vue parvenaient à rester dans les organes dirigeants du PCI en échange de leur silence sur la politique du moment, les militants et fonctionnaires en petit nombre qui n'étaient pas d'accord avec le nouveau régime du parti furent tout simplement exclus (Peragalli 1980).

Ainsi, même si les adhésions au parti devaient globalement décliner à la fin de la décennie, avec une perte sensible d'intellectuels démocrates déçus par les événements internationaux plus que par la politique intérieure du parti, il ne devait pas y avoir un exode de militants communistes de base comme celui qui dévasta les partis communistes du monde anglophone. En fait, quand le PCI sortit de cette période d'incertitude, ce fut avec une vigueur bien accrue ; et la justesse de sa ligne

d'après-guerre en tant que « nouveau parti » national-populaire se trouva largement confirmée aux yeux de ses dirigeants (Asor Rosa 1975 : 1622).

Au contraire, l'autre parti majeur de la gauche devait vivre 1956 comme une rupture fondamentale. Créature politique toujours un peu étrange, le Parti Socialiste Italien (PSI) avait connu une renaissance dans les derniers jours du fascisme. À cette époque, il semblait se situer résolument à la gauche des autres partis socialistes occidentaux, bien que la diversité des tendances en son sein donnât une tournure déconcertante à son cheminement politique. Dirigé par Pietro Nenni, Giuseppe Saragat et Rodolfo Morandi, son action dans l'immédiat après-guerre impliquait une sorte d'équilibrisme entre le maintien de liens étroits avec le PCI dans le cadre du pacte d'« unité d'action » scellé dans la période du Front Populaire et l'effort pour se donner une identité indépendante du Parti communiste. Encouragé par ses performances aux premières élections d'après-guerre, il mit tout d'abord l'accent sur « l'autonomie », notion qui avait de multiples significations dans le parti. Pour les uns, cette notion représentait l'aspiration au rôle de parti « révolutionnaire » que les communistes modérés avaient abandonné ; pour les autres, elle signifiait la construction d'un parti social-démocrate de masse sur le modèle anglais ou allemand. Au début de 1947, dans une atmosphère de montée de la Guerre Froide, l'aile réformiste du Parti Socialiste fit scission sur une plate-forme explicitement anti-communiste, une section de la gauche du parti suivit le mouvement ; quelques mois après, les partis de gauche étaient expulsés du gouvernement. Les deux événements devaient avoir un impact énorme sur la majorité des socialistes et donner une influence croissante à ceux qui tenaient la division politique entre l'Est socialiste et l'Ouest revanchard pour fondamentale et considéraient toute tentative d'évoluer vers une « troisième voie » comme une pure capitulation devant l'impérialisme. Succédant à une courte phase de non-alignement imposée par une fraction centriste, le traditionnel soutien critique du parti à l'Union Soviétique s'épanouit en un soutien *tout court* [en français dans le texte – NdT]. En effet, quand la guerre de Corée éclata, on put entendre Nenni proclamer son entière solidarité avec l'URSS dans la « lutte pour la paix », et Morandi se consacrer publiquement à la tâche herculéenne de nettoyer le parti de toute trace de l'influence corruptrice de la social-démocratie (Libertini 1957 ; Vallauri 1978 ; Benzoni 1980 : 33-70 ; Foa 1980 : 270-81).

Plus que tout autre individu, Rodolfo Morandi incarnait à la fois la grandeur et la misère de la gauche du Parti Socialiste dans l'immédiat après-guerre. Figure dominante du parti intellectuellement aussi bien que politiquement, Morandi était devenu célèbre non seulement comme auteur d'une importante étude sur la grande industrie italienne, mais aussi comme un des chefs de l'opposition intérieure au fascisme. Provenant des dynamiques cercles démocrates socialisants des années 1920 et converti au marxisme, Morandi, comme beaucoup de socialistes de gauche de l'entre-deux-guerres, avait consacré une très grande énergie à trouver une

authentique « troisième voie » révolutionnaire entre bolchevisme et social-démocratie. Ce faisant, il accorda beaucoup d'attention aux transformations de l'URSS, qu'il jugeait à partir d'un point de vue très influencé par les remarques brèves mais perspicaces de Rosa Luxemburg en 1918. Sceptique sur la nature étatiste du « socialisme en un seul pays », Morandi réserva ses critiques les plus sévères à la pratique des relations classe-parti développée par le Komintern. Comme beaucoup d'autres à la gauche du PSI, Morandi considérait la rupture de 1921 avec les communistes comme une grave erreur et attendait avec impatience une réconciliation finale entre les deux grandes tendances de la gauche italienne. En même temps, il comprenait aussi qu'on ne pouvait jamais réduire l'unité de classe à la fusion d'appareils des partis : il soutenait que c'était seulement en affrontant et en venant à bout des dangers du substitutionnisme que la réunification PSI-PCI pourrait se faire. Dans sa vision conseilliste, le parti n'était qu'un instrument – nécessaire mais non suffisant – au service de l'unité de la classe ouvrière. Il fallait s'attendre à ce que la révolution marquât le début, non d'un État-parti, mais d'un système de pouvoir populaire basé sur les organes démocratiques des masses elles-mêmes (Agosti 1971 : 173-83, 278-90).

Si telle était la théorie, les efforts que fit par la suite Morandi pour la mettre en pratique furent totalement décevants. Pendant la Résistance, il mit de grands espoirs dans les Comitati di Liberazione Nazionale (Comités de Libération Nationale) organisés dans la partie centrale-nord de l'Italie, mais il s'avéra vite que la plupart de ces organismes n'étaient guère plus que des parlements en miniature, objets de toutes les combines des partis politiques. Les comités qui s'étaient formés dans les usines semblaient au contraire plus prometteurs, étant souvent dominés par des militants communistes et socialistes avec une perspective de classe. Malgré le rôle important joué dans la lutte contre l'occupation allemande par les organisations d'usine, les dirigeants communistes poussèrent avec succès à la dissolution des comités. Selon les propres termes de l'historien du parti Manacorda, les dirigeants du PCI craignaient que leurs militants poussent « l'insurrection jusqu'à exproprier les capitalistes et mettre en place une gestion coopérative des usines » (cité *in* Ellwood 1985 : 231). Les comités furent remplacés par des « conseils de gestion », et Morandi, en tant que ministre de l'Industrie du deuxième cabinet De Gasperi, fit tout ce qui était en son pouvoir pour les encourager. Mis à toutes les sauces, ces conseils paritaires de travailleurs et d'employeurs apparurent vite comme un simple mécanisme pour stimuler la participation ouvrière à la reconstruction de l'après-guerre (Craveri 1977 : 184-207). Incapable de faire le tri entre ces pauvres expériences et ses idées conseillistes antérieures, exclu du pouvoir par l'offensive anticomuniste de la Démocratie Chrétienne, Morandi chercha à garder la foi en adhérant à la vision du monde agressivement stalinienne avancée par le Kominform récemment mis en place. Avec cette étape commencèrent les « dix hivers » du socialisme italien ; ce

n'est pas avant la mort de Staline, en 1953, qu'une petite lueur devait apparaître au bout du « tunnel de la Guerre Froide » (Fortini 1977 : 18).

Avec le recul, il est clair qu'une grande partie de la capacité du PCI à survivre aux tempêtes de 1956 tenait à la complexité de sa culture d'après-guerre. Fusionnant la grande tradition italienne de l'historicisme avec une approche résolument « populaire » de la réforme sociale, le parti réussit après 1945 à gagner de nombreux intellectuels se considérant eux-mêmes comme « organiques ». Cette recette du succès fut sans doute concoctée à parts égales par Croce et Staline, comme Fortini le dit un jour avec humour (Ajello 1979 : 113). Mais le succès était dû surtout à la souplesse du parti, capable de passer, sous la direction de Togliatti, d'une adhésion enthousiaste mais superficielle au jdanovisme de la fin des années 1940 à l'accommodement avec certains aspects de la critique démocratique du stalinisme à partir du milieu de la décennie suivante. Rien de tel avec le Parti socialiste : son marxisme-léninisme officiel du début des années 1950, produit des tentatives de « bolchevisation » de Morandi, n'était qu'un discours appris par cœur, doctrinal et aride, en conformité à la ligne soviétique et à un régime interne rigide qui étouffait toute dissidence. Aussi 1956 fut-il un véritable choc pour le PSI, en particulier pour la majorité de la tendance dominante de gauche. La démythification de certains mythes autour de Staline et du « socialisme réalisé » ne fit que dégonfler leurs prétentions révolutionnaires et mit à nu leur politique, aussi réformiste – mais nullement aussi cohérente – que celle de leurs rivaux communistes.

Au début des années 1950, le PSI avait déjà perdu, graduellement mais inexorablement, son influence au sein de la classe ouvrière au profit des communistes. À la mort de Morandi en 1955, son efficace appareil « léniniste » se fragmenta en un certain nombre d'appareils concurrents, rivalisant pour déterminer la ligne du Parti Socialiste. Tandis que certains fonctionnaires continuaient à faire leurs genuflexions en direction de Moscou, les éléments les plus pragmatiques autour de Nenni se mirent à chercher de nouveaux terrains de chasse (Foa 1980 : 268-9). Les occasions ne tardèrent pas à se présenter. Dans la vénérable tradition italienne du *trasformismo* [transformisme = formation de coalitions parlementaires opportunistes – NdT], Nenni exploita habilement la répression des ouvriers polonais à Posznan pour ouvrir un dialogue avec Saragat, dirigeant des sociaux-démocrates qui avaient fait scission. En octobre 1956, Nenni avait réussi à remplacer le pacte d'« unité d'action » vieux de 22 ans avec le PCI par un accord de « consultation ». Lors du 32^{ème} congrès du PSI six mois plus tard, Nenni acquit au sein des dirigeants de l'organisation une position dominante. À partir de cette position, il se mit à explorer un certain nombre de stratégies possibles ; et le point culminant de cette exploration fut au début des années 1960 le retour des socialistes dans un gouvernement de coalition avec les Démocrates-Chrétiens (Della Mea 1967 : 90-2).

Panzieri et les limites de la rénovation de la gauche

Pour les observateurs extérieurs au PSI, les fissures grandissantes au sein du parti semblaient presque réduire son fonctionnement interne à la fin des années 1950 à des manœuvres fractionnelles (Barnes 1967 : 64-71). Mais si l'effondrement de l'Union Soviétique en tant que modèle et guide servit en fin de compte à consolider le glissement du Parti socialiste vers la social-démocratie, il ouvrit aussi pendant une courte période un espace pour une analyse plus critique au sein de la gauche du parti. Pour une nouvelle génération de marxistes italiens cherchant, une dizaine d'années plus tard, à échapper à l'hégémonie politique du PCI, les noms de cette période – Gianni Bosio, Vittorio Foa, Franco Fortini – allaient devenir des références importantes (Bermani et Cuzzaniti 1977 ; Bonini 1978 ; Forgacs 1984). Mais le plus exceptionnel de ces militants socialistes des années 1950 fut Raniero Panzieri, dont la réponse aux incertitudes de la période fut d'affronter le problème fondamental de la relation entre classe et organisation. Certes, Panzieri n'était pas le seul parmi ses contemporains de la gauche à se placer dans cette perspective ; Danilo Montaldi (1994) en particulier, avait des intérêts similaires – et même, à certains moments, une vision plus claire. Mais Montaldi, fils d'un bordiguiste, à la fois du fait des circonstances et par choix, opéra sur les marges du mouvement ouvrier officiel. Ce qui rendit la ligne de Panzieri si originale, et finalement si influente, fut qu'elle jaillissait du cœur même de la gauche historique. Une contribution anonyme à *Classe Operaia* devait plus tard bien exprimer la singularité de Panzieri : « parmi les innombrables « dirigeants » du mouvement organisé, un seul avait consciemment choisi la voie de sa propre défaite, parce qu'elle menait à la classe ouvrière » (*Classe Operaia* 1964g : 23).

Né à Rome en 1921, Panzieri eut une formation intellectuelle initiale inhabituelle pour sa génération, en ce qu'elle ne passait ni par l'idéalisme ni par l'historicisme (Merli 1979 : 91, 77). Ses écrits des années 1940, consacrés à la promotion d'une culture authentiquement marxiste en Italie, étaient quelquefois marqués par une certaine intolérance envers des penseurs considérés comme des renégats par le stalinisme. Mais ils étaient aussi moins intéressés par l'orthodoxie que par la critique élaborée par Marx lui-même. Cette critique, le jeune Panzieri – faisant allusion de façon peu équivoque à la sensibilité de nombreux communistes aux idées de Croce – la caractérisait comme étant avant tout une rupture avec la pensée bourgeoise (Rieser 1982 : 47). Après avoir travaillé pendant une période aux questions culturelles du parti, Panzieri s'installa en Sicile à la fin des années 1940. Là, il fut actif dans les luttes sur la redistribution des terres et travailla avec Ernesto De Martino and Galvano Della Volpe, entre autres intellectuels en vue de la gauche. 1953 vit l'entrée de Panzieri au comité central du PSI ; l'année suivante, à l'âge de 33 ans, il assumait les fonctions de secrétaire à la Culture (Lanzardo 1975 : 8-9). Panzieri finit

par s'affirmer comme un des morandiens les plus ouverts à un regard critique sur soi-même, retournant cet « autre » aspect – libertaire – du personnage de Morandi contre le conformisme intellectuel qui s'était emparé de la gauche du PSI. Ses premières interventions furent, sans surprise, sur le terrain de la culture, pour affirmer que la pauvreté du marxisme italien de l'après-guerre était en grande partie une conséquence de l'assimilation couramment pratiquée entre vérité, parti et classe. La tâche fondamentale, affirmait-il en 1957, était de « restaurer le marxisme sur son terrain naturel, qui est la critique permanente », et cela ne pouvait être accompli qu'en le libérant « du contrôle des dirigeants du parti et des orientations du parti » : « Ce n'est qu'ainsi – en refusant le particularisme de parti [*partitarietà*] et en affirmant l'unité de la théorie au-dessus et au-delà des alignements politiques – que la culture marxiste peut retrouver sa véritable fonction. » (Panzieri 1973 : 47, 50). Bien qu'il ne le formulât pas en ces termes, Panzieri entrevoyait déjà que les « intellectuels organiques » tant vantés par la tradition gramscienne n'avaient plus en pratique de rapport organique qu'à l'appareil du parti. Cela ne voulait cependant pas dire qu'il comprît l'« autonomie culturelle » des intellectuels de gauche comme un abandon de l'engagement révolutionnaire ou comme un retour théoriciste « aux origines ou aux textes ». Ce dont on avait besoin, au contraire, c'était d'un examen de « la réalité du mouvement politique et organisationnel des classes populaires » ; et il prédisait que ce travail se révélerait culturellement plus riche que ne pouvaient l'imaginer les intellectuels ou les dirigeants du parti (cité *in* Rieser 1982 : 49).

Pour Panzieri, revivifier le marxisme sur le plan théorique allait de pair avec la rénovation politique du mouvement ouvrier, et il était tout naturel que sur ce point il prît comme références initiales les thèmes de la démocratie directe et de l'unité communistes-socialistes développés par Morandi. Ses premières interventions au sujet du renouvellement de la gauche étaient d'un ton tout à fait modéré, il affirmait que la lutte prolétarienne avait son « terrain naturel » dans le cadre de la constitution d'après-guerre (Panzieri 1973 : 36). Comme la plupart des membres du PSI, Panzieri reconnaissait encore la légitimité d'une « voie italienne » ; ce qui l'intéressait, c'était de mettre en évidence dans cette voie « l'exceptionnelle expérience historique de la politique unitaire », qu'il définissait comme « la vision d'une action de masse fondée sur le présupposé de la coïncidence nécessaire et concrète entre les luttes de masse et les objectifs d'une compréhension critique, constructive et démocratique des problèmes nationaux. » (*ibid.*) C'était une formulation à laquelle peu de gens dans la gauche historique auraient alors trouvé à redire. Mais chez Panzieri, la notion d'« action de masse » en vint très vite à prendre des connotations tout à fait différentes de celles qui étaient communes à la plupart des communistes et des socialistes. Nommé codirecteur de la revue théorique du PSI *Mondo Operaio* début 1957 après son départ du Comité Central, Panzieri trouva bientôt dans la revue l'instrument idéal pour mener une réflexion critique. Lucio Libertini, ancien d'une

petite organisation de communistes et socialistes dissidents opposés à la position pro-soviétique des principaux partis de gauche, travaillait à ses côtés (Benzoni 1980 : 64-5). Dans les 18 mois qui suivirent, *Mondo Operaio* s'affirma comme un espace de discussion animé, traitant à la fois de l'actualité et d'œuvres de marxistes – Lukacs, Luxemburg, Trotsky – longtemps passés sous silence par la gauche socialiste (Della Mea 1967 : 98). Mais l'aspect le plus remarquable du nouveau fonctionnement de *Mondo Operaio* devait être l'insistance de Panzieri sur l'idée que l'arbitre final des formes et des objectifs de la lutte contre le capitalisme devait être la classe ouvrière elle-même. Encore une fois, son point de départ – l'idée que la voie italienne au socialisme (« démocratique et pacifique ») ne peut pas être confinée au parlement – semblait plutôt modeste ; à vrai dire, il ne différait guère de la position affichée par Nenni lui-même (Vallauri 1978 : 95-7). Mais le raisonnement de Panzieri allait bien plus loin que celui du dirigeant socialiste. Pour lui, alors qu'il était important pour les partis de gauche de se servir de l'arène constitutionnelle, la lutte pour le socialisme exigeait que le mouvement ouvrier fût renouvelé « *d'en bas* et dans des formes de *totale démocratie* » (Panzieri 1973 : 102). Pour que ce renouvellement se produise, il fallait de nouvelles institutions qui devaient avoir leurs racines dans la sphère économique, « vraie source du pouvoir ». Alors la « voie démocratique » ne deviendrait « ni une adhésion tardive au réformisme, ni une simple façade pour une conception dogmatique du socialisme » (*ibid.* : 110, 142).

Examinant l'expérience de la gauche historique, Panzieri était particulièrement acerbe dans sa critique, renforcée par l'expérience du stalinisme, de « l'absurde identification entre classe ouvrière et parti ». L'effondrement du dogme communiste ouvrait au contraire, selon lui, la possibilité de réaffirmer – « dans toute sa vigueur » – « le principe de l'action de classe comme autonomie des classes exploitées et opprimées dans la lutte pour leur libération » (Panzieri 1973 : 61, 62). Dans cet esprit, il réédita un article de la période de l' *Ordine Nuovo* où Gramsci insistait sur l'idée que de nouveaux organes prolétariens étaient nécessaires pour remplacer non seulement l'État capitaliste, mais aussi les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, puisque celles-ci s'étaient avérées « incapables de fournir le cadre d'une telle floraison d'activité révolutionnaire » (Hoare 1977 : 77). En même temps, le Panzieri de la fin des années 1950 était loin d'être un opposant à la forme parti en tant que telle. Tout en reconnaissant que l'abdication du PSI devant la social-démocratie présentait un réel danger, il ne croyait pas qu'il fallût purement et simplement laisser tomber le parti aux mains des révisionnistes. Avec Libertini, Panzieri cherchait au contraire à montrer que « du parti, on peut affirmer avec Marx : c'est un éducateur qui doit être éduqué ». (Panzieri 1973 : 202) La gauche historique avait connu récemment l'effondrement de ce « rapport dialectique nécessaire » entre classe et avant-garde politique et son remplacement par « la conception du parti dirigeant, du parti qui est l'unique dépositaire de la vérité révolutionnaire, du parti-État ». (*ibid.* : 194)

Panzieri, tout comme Libertini, ne doutait pourtant pas que les questions suscitées par les événements de 1956 ramèneraient la gauche historique sur la bonne voie. Celle-ci s'identifiait pour eux à la vision initiale, anti-stalinienne, de Morandi, de la relation entre parti et classe, où l'autonomie révolutionnaire du prolétariat se réalise par la création à la base, avant et après la conquête du pouvoir, d'institutions de démocratie socialiste, et par le retour du parti à sa fonction d'*instrument* de formation politique du mouvement de classe » (*ibid.* : 113). Ainsi, sans jamais marquer une rupture explicite dans sa pensée, l'objectif du contrôle ouvrier éloignait de plus en plus Panzieri des thèmes prédominants de la gauche historique : alliance de classes et voie constitutionnelle au socialisme. En tant que telle, l'œuvre de Panzieri de cette période représente une des premières ruptures claires, bien que non explicites, de l'intérieur même du mouvement ouvrier, avec les perspectives de Togliatti. Bien sûr, ces idées se heurtèrent à des réactions de plus en plus mitigées de la part des représentants du courant principal de la gauche historique italienne (Negri 1979a : 41-2). Pour l'historien communiste Paolo Spriano, de telles idées sentaient le « révisionnisme de gauche » ; pour le socialiste Lelio Basso, parler de contrôle ouvrier était sans intérêt pratique, puisque seule la conquête de la démocratie bourgeoise était alors à l'ordre du jour en Italie (Panzieri 1973 : 118, 153).

Si des jugements aussi faciles n'étaient pas dignes de leurs auteurs, ils attiraient pourtant l'attention sur le risque de schématisme excessif menaçant toute discussion dans l'abstrait sur l'autonomie. Panzieri en était lui-même fort conscient. L'exigence du contrôle ouvrier, affirmait-il en 1958, ne pouvait pas être « une justification littéraire de ré-exhumations historiques, encore moins un remède miracle », mais devait « apparaître et se concrétiser dans la réalité de la classe ouvrière, exprimant son autonomie révolutionnaire » (cité *in* Della Mea 1967 : 100). À mesure que cette année s'écoulait, Panzieri fut de plus en plus convaincu qu'une telle échéance ne pourrait être longtemps repoussée. Mais, comme l'a justement montré Sandro Mancini, une telle aspiration ne pouvait être satisfaite tant que les institutions du mouvement ouvrier resteraient les seuls points de référence concrets de Panzieri – une rupture était nécessaire d'une façon ou d'une autre (Lanzardo and Pirelli 1973 : 14 ; Mancini 1975 : 205).

En l'occurrence, Panzieri devait bientôt faire l'expérience d'une telle rupture, mais elle lui fut imposée. Avec le 33^{ème} congrès du PSI en 1959, l'hégémonie de la tendance « autonome » de Nenni devint totale, et l'on se rapprocha un peu plus de l'objectif d'un gouvernement de coalition Socialistes/Démocrates-Chrétiens. Panzieri fit partie des pertes mineures occasionnées par la nouvelle ligne : on lui enleva la direction de *Mondo Operaio*. Résumant le débat sur le contrôle ouvrier en mars de la même année, Libertini et lui considéraient qu'il avait achevé son cours : l'important maintenant, c'était les mesures pratiques, et en ce sens la balle était sans aucun doute dans le camp des partis de gauche et de la CGIL. En dépit

du cours actuel du PSI, ils concluaient : « Nous sommes de plus en plus convaincus que le problème central du mouvement ouvrier italien reste celui de la rénovation » (Panzieri 1973 : 239). Pourtant l'expérience personnelle de Panzieri ne justifiait guère un tel optimisme. Bien que réélu au Comité Central, son isolement au sein du PSI continua d'augmenter. En particulier, ses appels à une plus grande implication des militants de base dans l'élaboration de la politique et à la réaffirmation de « l'autonomie révolutionnaire » de la gauche semblaient de plus en plus déplacés dans une direction de parti enivrée par la perspective d'une coalition centre-gauche (*ibid.* : 247-9). Aucun socialiste en vue, fut-il forcé d'avouer à Montaldi en octobre, ne s'était montré capable de résister à ce charme ; toutes les tendances du PSI étaient désormais unies dans un « désir commun de participer au gouvernement à tout prix (...) Libertini lui-même a été complètement assimilé » (*ibid.* : 250, 251).

Vers la fin de l'année, c'est un Panzieri rempli d'amertume qui quitta Rome pour travailler pour la maison d'édition Einaudi à Turin. Là, dans une ville étrange dominée par « le froid, le brouillard et les monopoles » (Panzieri 1973 : 252), exclu une fois pour toutes des cercles dirigeants de la gauche socialiste, sa carrière politique semblait terminée. Mais, s'étant finalement retiré de lui-même du monde de l'intrigue de parti, Panzieri devait découvrir l'existence de petits groupes d'âmes sœurs. La plupart appartenaient à une génération politique plus jeune : à Milan, un groupe de socialistes de gauche autour de Luciano Della Mea ; à Rome, un cercle dirigé par Mario Tronti, parmi lesquels un grand nombre de membres de la cellule – depuis longtemps rebelle – du PCI à l'Université (Ajello 1979 : 371, 395, 403-6). À Turin même, il devait trouver un groupe plus éclectique d'activistes politiques. Certains, comme Vittorio Rieser, avaient été membres de l'Unione Socialisti Indipendenti de Libertini et partenaires de Danilo Dolci avant de passer au PSI ; d'autres – comme Romano Alquati, qui devait bientôt arriver de Crémone après une période de travail politique avec Montaldi – pouvaient se réclamer d'origines encore moins conventionnelles. Plus d'un venait aussi de familles religieuses dissidentes, appartenant aux communautés locales vaudoises ou baptistes (Panzieri 1973 : 261 ; Merli 1977 : 48 ; Piccone Stella 1993 : 186-96). Mais quelles que fussent leurs origines, les nouveaux partenaires de Panzieri étaient tous d'accord sur l'idée que la modération croissante des partis et des syndicats de gauche provenait d'abord et surtout de leur indifférence aux changements imposés à la classe ouvrière italienne par le développement économique d'après-guerre. Alors qu'ils étaient profondément critiques du cours actuel du mouvement ouvrier, l'incapacité de ses dirigeants à répondre positivement au retour modéré d'agitation sociale de 1959 n'était pas pour calmer leur inquiétude. Dans une lettre écrite quinze jours avant que cette année s'achève, Panzieri indiquait à la fois comment il voyait le problème et quels étaient les moyens de le résoudre : « Si la crise des organisations – des partis et des syndicats – réside dans la divergence croissante entre elles et le mouvement réel de la classe, entre les

conditions objectives de lutte et l'idéologie et la politique des partis, alors on ne peut s'attaquer au problème qu'en partant des conditions, des structures et du mouvement des ouvriers de base. Ici l'analyse ne s'achève que dans la participation aux luttes. » (Panzieri 1973 : 254). C'est pour lui dans cette participation, dans « l'action politique totale et directe », que les intellectuels pouvaient finalement accéder à un rôle nouveau, révolutionnaire. « Naturellement, ajoutait-il, rien de tout cela n'est nouveau » (*ibid.*). Sur ce point, au moins, il ne devait pas du tout être compris : avec l'aide de ses nouveaux collaborateurs et de leur revue, les *Quaderni Rossi*, Panzieri allait maintenant se lancer dans une expérience qui devait avoir d'énormes répercussions sur le développement de la nouvelle gauche italienne.

La sociologie : une arme adéquate ?

« Les armes des révoltes prolétariennes ont toujours été prises dans les arsenaux des patrons. » (Tronti 1971 : 18)

Si le premier grand thème du marxisme dissident des années 1950 que les *Quaderni Rossi* s'approprièrent fut celui de l'autonomie, le second fut celui de la possibilité d'utiliser la sociologie « bourgeoise » comme moyen de comprendre la réalité de la classe ouvrière moderne. En fait, ce que Diane Pinto (1980 : 243) a appelé la « sociologie parallèle » des *Quaderni Rossi* devait se former précisément à l'intersection de la redécouverte du *Capital* par le groupe et de son analyse de certains développements récents des courants de gauche en sciences sociales.

L'ouverture de Panzieri à un usage critique de la sociologie, comme sa critique de la rationalité technologique, révèle en effet une dette vis-à-vis d'Adorno, mais son inspiration directe est géographiquement bien plus proche (Apergi 1978 : 113-17 ; Meriggi 1978a : 91-116). Ce qu'on pourrait en gros désigner comme courant de gauche dans la sociologie italienne était déjà apparu après la guerre. Cela se limitait surtout à des études sur la « question méridionale », qui – à part des descriptions de la vie des paysans d'Ernesto De Martino – tendaient à se présenter avant tout comme des œuvres « littéraires » (Bermani and Bologna 1977 : 10-20 ; Ajello 1979 : 333-40). D'autre part, la sociologie du travail était relativement nouvelle en Italie. N'ayant été importée que récemment des États-Unis sous la forme des « relations humaines », cette discipline suscitait une méfiance compréhensible de la part de nombreux militants du mouvement ouvrier italien (Lichtner 1975 : 185 ; Massironi 1975 : 46-57 ; Ajello 1979 : 321-5). L'influence des œuvres d'auteurs français comme Alain Touraine et Georges Friedmann aida à dissiper cette hostilité. Aussi, dès 1956, il n'était pas rare pour des intellectuels de gauche à l'esprit plus critique de se déclarer partie prenante dans le développement d'une sociologie de gauche capable d'évoluer de la littérature à la « science » (Merli 1977 : 48). Tandis que pour le jeune

Alessandro Pizzorno trop de choses avaient changé depuis Marx et Lénine pour privilégier leur pensée dans un tel projet, pour d'autres, en particulier au sein du PSI, la recherche d'un point de rencontre entre marxisme et sociologie allait devenir sérieuse. Sous sa forme la plus extrême, exprimée par le socialiste Roberto Guiducci, le marxisme dissident des années 1950 allait jusqu'à représenter l'enquête sociologique comme le moyen d'établir un nouveau rapport « organique » entre intellectuels et travailleurs, fondé sur la production conjointe d'un savoir social « venu d'en bas » (Merli 1977 : 17-19, 48-9 ; Aperi 1978 : 111-12).

Significativement, un des premiers exemples en Italie de ce qui devait bientôt être connu comme « co-recherche » était venu d'un milieu tout à fait extérieur au mouvement ouvrier, avec le travail du réformateur social Danilo Dolci. Jeune homme qui avait abandonné une belle carrière pour travailler au milieu des pauvres du Sud, Dolci avait au milieu des années 1950 commencé à utiliser les questionnaires et les récits de vie comme moyen pour les victimes de la pauvreté de décrire en détail leur situation désespérée. Jadis catholique fervent, Dolci, du fait de son profond sentiment religieux, resta méfiant à l'égard de toute doctrine de lutte de classe, même lorsque sa propension à l'action directe non-violente comme arme d'auto-émancipation populaire le conduisit à de perpétuels conflits avec les pouvoirs existants. Longtemps après qu'ils eurent eux-mêmes rejeté son populisme, les jeunes du Nord qui s'étaient initialement joints à Dolci devaient continuer à défendre son idée de l'auto-expression des dépossédés, et cela devait plus tard contribuer à pousser certains d'entre eux vers les *Quaderni Rossi* (Dolci 1960 : 19 ; McNeish 1965 ; Negri 1983 : 15, 17).

Les récits de vie individuels et les entretiens devaient également jouer un rôle central dans l'œuvre de Danilo Montaldi, qui soutenait en 1958 que « la méthode sociologique d'interprétation est foncièrement étrangère, et même opposée, à la culture du réformisme et du stalinisme, fondée sur une conception fataliste du progrès et sur le principe d'une révolution par en haut ... » (Montaldi 1944 : 281) Contre un marxisme-léninisme « de citations », Montaldi croyait que certaines techniques sociologiques pouvaient aider au développement de la théorie révolutionnaire, qui « doit être construite d'en bas dans la praxis et l'analyse sociale » (*ibid.* : 284). Cette idée devait à son tour beaucoup à deux groupes qui avaient quitté le camp trotskiste à la fin de la décennie précédente : en France, l'organisation Socialisme ou Barbarie de Cornelius Castoriadis et Claude Lefort ; aux États-Unis, celle de Correspondence dirigée par Raya Dunayevskaya et C.L.R. James. Critiques des thèmes spécifiques de la IV^e Internationale, ces groupes minuscules consacraient une grande part de leur énergie dans les années 1950 à découvrir « l'expérience prolétarienne » authentique jusqu'alors passée sous silence par le dogme du parti (Lefort 1978 ; Binstock 1971 : 140-71 ; Cartosio 1976). Parmi leurs nombreuses études sur le comportement de la classe ouvrière, les plus solides – le journal du militant de chez Renault Daniel

Mothé ainsi qu'une brochure sur la condition des ouvriers aux États-Unis – devaient trouver une audience en Italie surtout grâce aux efforts de Montaldi. Comme Maria Grazia Meriggi (1978a : 159) l'a noté, *L'ouvrier américain* (Romano 1972) en particulier n'évoquait que les manifestations les plus apparentes du comportement de classe. Néanmoins, il donnait un aperçu authentique de l'antipathie profonde des ouvriers d'usine à l'égard des méthodes de production même les plus "modernes". Pour Montaldi, cette publication de Correspondence avait une signification particulière parce qu'elle exprimait "profondément et avec une grande force l'idée – pratiquement oubliée par le mouvement marxiste après la publication du livre I du *Capital* – qu'avant d'être l'adhérent d'un parti, un militant de la révolution ou le sujet d'un futur pouvoir socialiste, l'ouvrier est un être qui vit avant tout dans la production capitaliste et dans l'usine ; et que c'est dans la production que prennent forme la révolte contre l'exploitation, la capacité de construire un type supérieur de société, en même temps que la solidarité de classe avec les autres ouvriers et la haine de l'exploitation et des exploités – à la fois les patrons classiques d'hier et les bureaucrates impersonnels d'aujourd'hui et de demain." (Montaldi 1994 : 501-2)

La traduction en 1960 du journal de Mothé devait susciter des sentiments mêlés chez certains membres du groupe de Panzieri, qui trouvèrent son penchant anti-léniniste trop « anarchisant » et trop « individualiste » à leur goût (Panzieri 1973 : 273-4). Pourtant aucun d'entre eux ne pouvait nier que les observations du Français, aussi bien que les études de Correspondence, apportaient des preuves confirmant ce qu'ils considéraient comme leurs découvertes les plus importantes. La première de ces découvertes était que l'antagonisme de la classe ouvrière par rapport à l'organisation capitaliste du travail, bien que souvent contradictoire dans sa forme, était à la fois permanent et universel. La seconde était qu'une « séparation structurelle » profonde (Bermani and Bologna 1977 : 31) était venue couper la classe des organisations – partis et syndicats – qui prétendaient la représenter.

Tous les membres du cercle n'étaient pas enthousiasmés par le mariage de la technique sociologique et du marxisme, et cela devait ressortir de façon évidente des plaintes ultérieures de Panzieri au sujet de la « timidité » de ceux qui sont « motivés par des résidus d'une fausse conscience, c'est-à-dire des résidus d'une vision dogmatique du marxisme » (Panzieri 1975 : 315). Alquati était de ces sceptiques et comme il était l'un des rares rédacteurs des *Quaderni Rossi* dotés d'une certaine expérience professionnelle dans le domaine, il voyait dans l'utilisation de la sociologie au mieux un palliatif, « une première approximation » de cette « autorecherche » qu'exigeait l'organisation autonome de la classe ouvrière. Comme devait le noter Alquati par la suite (1975 : 54 ; 1994), c'est bien plutôt Panzieri qui était en faute sur ce point, comme le prouvait sa tendance à « s'appuyer davantage sur la « science » sociale traditionnelle que sur le projet d'une reconstruction de la critique de l'économie politique réellement inspirée de Marx ».

Conscient des différences qui le séparaient de Panzieri, Alquati admettait que les aperçus offerts par certaines techniques sociologiques pouvaient néanmoins fortement contribuer à redonner vie au marxisme. Et comme Cesare Bermani et Sergio Bologna (1977 : 31) l'ont fait remarquer depuis, l'utilisation par les *Quaderni Rossi* des entretiens et des questionnaires pour enregistrer la subjectivité ouvrière était « au fond de l'histoire orale, même si elle passait pour de la sociologie ». Certes, l'usage non critique de ces outils a fréquemment produit des recueils d'expériences subjectives qui ne font que refléter la surface des rapports sociaux capitalistes (voir par exemple Form 1976). Pourtant les membres du groupe n'étaient pas naïfs au point d'ignorer la relation entre ces opinions et le comportement de ceux qui les expriment. Et d'ailleurs, ils n'étaient pas non plus tous persuadés, comme Lefort (1978 : 142-3), que le récit d'un nombre limité de témoignages individuels permit une approche concrète et une clarté politique qu'aucune étude plus étendue ne pouvait espérer atteindre. Ils pensaient que la reconnaissance des comportements et des conceptions de la classe ouvrière avait un rôle vital à jouer pour encourager l'activité autonome. On pouvait éviter de tomber dans le pur empirisme en replaçant ces observations dans un cadre général semblable à celui de « l'Enquête Ouvrière » de 1880 de Marx, qui mettait l'accent sur la construction d'une image synthétique de la dynamique technique et politique du lieu de travail. Finalement, comme Marx, la plupart des éditeurs de la revue pensaient qu'un tel projet ne pourrait réussir que sur la base d'une confiance mutuelle entre chercheurs et ouvriers. Après tout, seuls les ouvriers, « et non des sauveurs providentiels, sont capables d'administrer énergiquement les remèdes aux maux sociaux dont ils sont victimes » (cité in Bottomore et Rubel 1965 : 210). De ce point de vue, comme le disait alors Dario Lanzardo (1965 : 1-2), la « co-recherche » n'était pas seulement un moyen efficace pour obtenir des résultats, mais l'expression même « d'une méthode de travail politique contenue implicitement dans l'idée de critique de l'économie politique, prise sous sa forme la plus générale ».

Le problème d'une méthode « scientifiquement correcte »

Si beaucoup de membres du cercle de Turin des *Quaderni Rossi*, y compris Panzieri lui-même, avaient un faible pour Weber (Alquati 1975 : 24 ; Panzieri 1987 : 332-3), il est clair aussi que Panzieri (1975 : 315) voyait dans le marxisme, en tant que théorie de la société capitaliste, la sociologie prééminente. Cette manière de voir, qu'il partageait avec les éditeurs romains de la revue, venait en grande partie de l'œuvre du philosophe communiste Galvano Della Volpe. Della Volpe s'était converti au marxisme après la Seconde Guerre mondiale, et sa contribution la plus originale à la culture de gauche en Italie était de chercher à reconstruire la méthode d'investigation de Marx par une lecture des sources originelles de Marx.

C'était une entreprise inhabituelle dans un parti alors peu soucieux du fondateur du « socialisme scientifique », et Della Volpe, longtemps hostile à l'idéalisme italien, apporta un point de vue tout à fait différent de celui de la majorité des intellectuels communistes. Les techniques d'investigation utilisées dans la recherche en sciences sociales ou en sciences de la nature pouvaient être des plus variées, affirmait-il, mais il n'existait qu'« *une seule logique* – la logique matérialiste de la science moderne », qui était leur fondement à toutes (Della Volpe 1980 : 198).

Della Volpe exprimait une admiration générale pour les progrès que la science positive avait accompli sous le capital par l'application de la méthode expérimentale de Galilée, en développant des explications cohérentes des phénomènes naturels. La bourgeoisie n'avait pourtant pas rencontré le même succès dans le domaine des relations sociales, où elle n'était pas parvenue à dévoiler le secret du rapport entre classes qui reproduit sa domination sur le travail. Pour Della Volpe, la raison n'en était pas tant la méthode expérimentale ou sa prétendue inapplicabilité aux « disciplines morales » que l'incapacité de la classe dominante à mettre de côté dans l'analyse la présupposition subjective que les rapports de production capitalistes sont à la fois naturels et éternels. Marx, au contraire, n'avait découvert la nature profondément historique – et donc transitoire – du capital que parce qu'il était resté fidèle au rejet par la logique scientifique de tout apriorisme. Pour Della Volpe, « l'Introduction » de 1857 à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, introduction abandonnée par Marx, avait de ce point de vue une importance fondamentale, car on y voyait Marx examiner attentivement les éléments de base de cet appareil conceptuel qu'il utiliserait ensuite « avec le maximum de rigueur et de succès » dans le *Capital* (Della Volpe 1980 : 200). Armé de cette critique du raisonnement a priori qu'il avait énoncée pour la première fois en 1843, Marx y faisait usage d'abstractions historiquement « déterminées », hypothèses forgées à partir de l'observation du concret – en l'occurrence, insistait Della Volpe, une « société historiquement spécifique » – et toujours à nouveau confrontées au concret pour être vérifiées. De cette façon la recherche de Marx, à l'opposé d'une philosophie spéculative qui confond le concept et la réalité, formait un cercle méthodologique d'induction et de déduction, « un cercle qui est historique, et donc dynamique, allant du concret au concret (...) et [qui] permet donc un développement véritable ». Là était, pour Della Volpe, la plus grande victoire du fondateur du « galiléisme moral » : non dans l'élaboration d'une tentative pseudo-métaphysique de comprendre les mécanismes internes de l'univers, mais dans l'application de la science à la société capitaliste moderne en tant qu'« économie sociologique matérialiste » (*ibid.* : 186, 194, 209).

Della Volpe avait été un personnage marginal dans le PCI avant 1956, et sa prééminence ultérieure au sein du parti devait plus à la diaspora des autres intellectuels communistes qu'à une plus grande réceptivité à ses idées chez les dirigeants. Fidèle à l'image d'« intellectuel de l'ancien style » qu'il s'était lui-même construite (Colletti

1978 : 323), le philosophe resta toujours à l'écart de la politique du parti. Beaucoup de ses idées les plus critiques par rapport à l'orthodoxie restent ainsi cachées derrière un hommage formel aux « matérialistes dialectiques », comme Engels ou Jdanov, et ses interventions sur les thèmes de politique contemporaine, bien qu'un peu inhabituelles dans leur formulation, peuvent difficilement être interprétées comme des attaques de la doctrine du parti (Guastini and Levrero 1970 : 311 ; Bedeschi 1983 : 89). Mais si Della Volpe ne poussa jamais ses réflexions sur la critique de l'économie politique au-delà du problème initial de la définition d'une épistémologie correcte, certains de ses étudiants furent plus hardis. En 1958, Lucio Colletti (1974 : 3, 23) affirma que les œuvres du Marx de la maturité ne traitaient pas de « lois « générales », absurdes truismes valides pour toutes les époques », mais « d'une seule société, la société *capitaliste* moderne ». Bien que visant d'abord les partisans soviétiques du matérialisme dialectique, cette lecture de Marx frappait aussi au cœur l'historicisme du PCI, que Colletti qualifiait de façon provocante de non marxiste (Ajello 1979 : 349). Encore plus inquiétantes, de l'avis des critiques de Della Volpe – de plus en plus nombreux dans le parti – étaient les implications politiques d'une telle position pour la stratégie de la « voie italienne ». Pour eux, « en faisant du marxisme une sociologie matérialiste, c'est-à-dire une science de la formation socio-économique bourgeoise moderne, le « dellavolpisme » mettait plus l'accent sur les caractères communs aux diverses sociétés capitalistes avancées que sur les caractères « particuliers » et « nationaux » distinguant un pays d'un autre ». (Bedeschi 1983 : 90). Jugeant que de telles idées étaient le premier pas vers l'extrémisme, les opposants au philosophe lancèrent leur attaque en 1962 dans les pages de l'hebdomadaire culturel du PCI, *Rinascita*. Le ton de la discussion, à la différence des débats antérieurs dans le parti, fut en général courtois, mais la « victoire » finale du camp historiciste ne fit jamais de doute. Battus, leurs adversaires soit reculèrent temporairement, soit – comme Colletti – quittèrent carrément le parti.

La dette de la nouvelle gauche italienne, et des *Quaderni Rossi* en particulier, envers Della Volpe, reste une question controversée. Il n'est pas difficile de tracer des liens directs entre les deux : Panzieri, par exemple, avait travaillé avec Della Volpe à l'Université de Messine pendant son séjour en Sicile, tandis que Tronti était bien connu à la fin des années 1950 comme un des partisans du philosophe qui se faisaient le plus entendre (Fugazza 1975). On peut dire au moins que les efforts de Della Volpe pour revenir directement à Marx déblayèrent le terrain pour une nouvelle appropriation de sa pensée et que cette appropriation permit de contourner totalement les traditions dominantes du Parti Communiste. Della Volpe était trop timide pour effectuer publiquement une telle rupture, mais Tronti ne devait pas avoir de tels scrupules, et il attaqua en 1958 la pensée de Gramsci comme philosophie idéaliste dont l'objectif – l'élaboration d'un Anti-Croce – était largement épuisé : « Pour nous, le bon sens de la philosophie d'une époque donnée n'est pas,

sous forme dénaturée et mystifiée, le sens commun de cette époque. Il est nécessaire de découvrir la vérité de ce sens commun, à travers l'expression historique déterminée qu'il se donne. Si la philosophie coïncide avec le bon sens, nous devons nous méfier de la philosophie. Si à travers la science nous sommes capables d'exprimer le sens commun des choses, il suffit d'avoir confiance dans la science. » (cité *in* Bosio 1975 : 50-1)

Conscient du pouvoir de séduction de la méthodologie de Gramsci, mais méprisant la tendance de ses épigones à négliger la critique des conditions matérielles au profit des questions idéologiques, les plus proches associés de Tronti tournèrent simplement le dos à la philosophie de la praxis. Au lieu de suivre cette voie, ils prirent le chemin indiqué par Della Volpe, qui avait refusé de poser « l'économique » et « l'idéologique » comme deux niveaux d'analyse séparés », et cherchèrent plutôt leur inspiration dans la critique de l'économie politique de Marx (Schenone 1980 : 174). Dans une période où cette critique était largement inconnue dans les sections locales des partis de la gauche historique italienne (Ajello 1979 : 348 ; Negri 1979a : 36), l'accent mis par Della Volpe sur l'actualité du *Capital* devait laisser une marque indélébile sur Panzieri et ses jeunes amis. Ce fut en particulier le cas pour Tronti, qui au milieu des années 1950 avait présenté une thèse sur la logique du *Capital* à l'Université de Rome (Rossini 1980 : 65). En écho à Della Volpe, Tronti affirmait : « Si la *logique du « Capital »* est de nouveau confirmée aujourd'hui c'est parce que, pour la pensée de la classe ouvrière, la nécessité objective d'une analyse du capitalisme est revenue au premier plan. Les *instruments* d'analyse sont remis à jour quand *l'objet* de l'analyse est redécouvert. Si l'objet est la société capitaliste concrète – la phase mondiale moderne du capitalisme – alors l'instrument ne peut être que la méthode de Marx qui a fourni la première et la seule description scientifique de cet objet. On retourne au *Capital* chaque fois que l'on part du *capitalisme*, et vice-versa : on ne peut pas parler de la méthode du *Capital* sans transférer et traduire cette méthode dans *l'analyse* du capitalisme. » (cité *in* Asor Rosa 1975 : 1640) Dans la même ligne d'argumentation, au début des années 1960, Tronti devait aussi mettre en évidence l'insatisfaction des Romains devant l'incapacité de Della Volpe lui-même à prolonger l'impulsion radicale donnée par sa pensée. Si la remise à l'ordre du jour de la critique de l'économie politique exigeait une « critique interne » pour éliminer de l'œuvre de Marx ses erreurs et ses ambiguïtés, une confrontation avec les grossières idéologies marxistes qui dominaient dans le mouvement ouvrier n'était pas moins importante. « *L'idéologie est toujours bourgeoise* », soutenait Tronti ; le révolutionnaire doit lui opposer la science prolétarienne de Marx et sa « critique impitoyable de tout ce qui existe » (Tronti 1971 : 35, 33). Par-dessus tout, Della Volpe n'avait pas réussi à comprendre qu'une telle critique ne pouvait rester un exercice académique exécuté par des « marxistes purs ». Elle devait plutôt devenir un moment de la lutte de classe qui referait le chemin parcouru par Lénine de l'analyse du capitalisme

russe en 1899 à son renversement en 1917. « Le pouvoir ouvrier, concluait Tronti, l'organisation *autonome* de la classe ouvrière – [tel] est le *véritable* processus de démythification, parce que c'est la base *matérielle* de la révolution » (*ibid.* : 37).

Asor Rosa devait exprimer des idées semblables dans le second numéro des *Quaderni Rossi*. Faisant référence sans les nommer à des « savants » qui avaient dans les années récentes « consacré toute leur activité à parvenir à une lecture plus exacte de la pensée de Marx », Asor Rosa (1962 : 122-3, 125) saluait dans leurs efforts pour accomplir une « démythification générale » de l'œuvre de Marx un grand service rendu au mouvement ouvrier, car ils lui avaient fourni de « précieux instruments théoriques ». Malgré cette démythification, leur travail avait d'importantes limites, la plus grave étant une incapacité à poursuivre jusqu'à une « véritable conception », une « *analyse scientifique* » de la société moderne. Pour accomplir cette tâche, comme les *Quaderni Rossi* tentaient maintenant de le faire, la théorie devait descendre de sa tour d'ivoire et s'engager dans la lutte de classe, puisque « *la seule façon de comprendre le système est de concevoir sa destruction* ».

Ayant fait leur le projet de Della Volpe de revivifier la critique de l'économie politique, Panzieri et les membres romains de son cercle devaient fermement rejeter à la fois son approche philosophique traditionnelle de l'activité de « production » théorique et son acceptation de l'asservissement des intellectuels aux politiciens du parti. Comme le rappelait Emilio Agazzi dans les années 1970, « dans les conversations du début des années 1960, Panzieri portait souvent un jugement très sévère sur Della Volpe et son « théoricisme », sur le caractère inadéquat de ses analyses, sur son incapacité singulière à appliquer réellement cette méthode de « l'abstraction déterminée », qu'il avait pourtant le mérite incontestable d'avoir définie comme la méthode marxienne authentique – contre les déformations stalinienne et historiciste du marxisme. » (Agazzi 1977 : 14) En même temps, on peut considérer la critique de Della Volpe par les *Quaderni Rossi* comme incomplète, l'absence d'engagement pratique dans la politique de classe italienne étant loin d'être le seul obstacle qui entravait les efforts du philosophe pour élaborer des abstractions déterminées appropriées à l'époque du travail à la chaîne. Malgré le bon sens empirique apparent de Della Volpe, il est vrai, sa compréhension de la manière de construire de tels outils avait de graves défauts. Outre son point de départ scientifique flagrant (Della Volpe 1980 : 200), la principale difficulté dans sa reconstruction de la méthode d'investigation de Marx résidait dans sa dépendance au texte de 1857 en tant que clé du *Capital*. Mais comme cela ressort clairement d'une lecture attentive de « l'Introduction », la mise en place des catégories par Marx dans ce texte ne se distinguait de Smith et Ricardo que par une cohérence plus grande dans l'utilisation de cette logique « galiléenne » dont parle Della Volpe. Et cela n'est pas surprenant. Par la suite, le premier tome du *Capital* de Marx fut guidé par une nouvelle méthode d'investigation, mettant l'accent sur l'insuffisance de la simple observation pour pénétrer

au-delà de « la *forme de manifestation* directe des rapports » jusqu'à « leur *connexion interne* » (Marx and Engels 1965 : 191). Par contre, dans « l'Introduction », la compréhension par Marx du procès d'abstraction avait encore, comme l'a dit Rafael Echeverria (1978 : 337), « un contenu nettement empiriste, dans la mesure où elle implique une simple généralisation à partir des caractéristiques observables dans la réalité ». Ne percevant pas ce glissement, Della Volpe continua à considérer le texte de 1857 comme s'il était réellement imprégné par l'anti-empirisme sans ambiguïté du *Capital*. Cette confusion devait avoir sa contrepartie la plus spectaculaire dans ses analyses politiques, où il était enclin à mettre en avant « l'arme la plus typique de la méthode spéculative, l'abstraction générique » (Montano 1971 : 35).

L'usage non critique de « l'Introduction » devait entraîner pour Panzieri et de nombreux opéraïstes de continuelles difficultés à démêler le moment logique et le moment historique dans la critique de l'économie politique. Néanmoins, ils furent capables de retrouver les aspects les plus productifs de la lecture de Marx par Della Volpe : avant tout, l'accent mis sur l'idée que les catégories doivent être historiquement déterminées. « Aspirant à une théorie plus tournée vers la pratique, écrivit plus tard Alquati (1975 : 15), une théorie fondée sur les nouvelles déterminations apportées dans l'immédiat par les mouvements d'une classe ouvrière modernisée, nous avons théorisé de nombreuses "abstractions déterminées". » Mais sur la question de savoir lesquelles étaient les plus efficaces pour saisir les rapports de classes de l'Italie contemporaine, le groupe de Panzieri devait bientôt se découvrir lui-même profondément et irrévocablement divisé.